La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1196** avril 2018 **SOMMAIRE :**

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *salue la dénonciation par Guy Standing de l'erreur qu'ont faite des sociaux-démocrates en confondant emploi et activité, et note qu'au niveau européen un rapport alerte sur les conséquences désastreuses du recours au partenariat public-privé pour financer les investissements d'un État.*

page 4 En marche... vers quoi ?

MARIE-LOUISE DUBOIN *cherche à comprendre l'objectif de toutes les "réformes" qui sont imposées par le gouvernement et à quelle situation elles mènent.*

• RÉFLEXION

page 7 Les chiffres

GUY GOUREVITCH *rapproche quelques chiffres qu'on trouve partout, mais les comparer est éloquent !*

page 9 Le jeu en vaut la chandelle

FRANÇOIS CHATEL *dénonce une nouvelle façon de mieux conditionner le salarié à son travail : lui donner l'illusion qu'il joue. Et cette "ludification" commence aussi à être utilisée pour contaminer le consommateur.*

page 12 Faut-il s'inquiéter des bulles spéculatives ?

MICHEL BERGER *entreprend d'expliquer, par une équation simple empruntée aux économistes classiques, pourquoi c'est la spéculation permise par la monnaie capitaliste qui accroît les inégalités et bloque les réformes vraiment nécessaires parce qu'utiles à tous.*

page 15 Courrier des lecteurs

• LECTURES

page 6 Bravo Fabienne ! La constestation citoyenne

MARIE-LOUISE DUBOIN *recommande le témoignage de Fabienne Lauret sur ce qu'elle a vécu en travaillant dans l'usine Renault de Flins, et le livre de Vincent Le Coq qui analyse clairement, avec sa rigueur de juriste, les démarches des zadistes contre les grands projets d'actualité.*

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0418 I 83051

Un nouveau syndrome…

L'Angleterre, berceau de l'industrie et du libéralisme économique, est en train de devenir le pays d'Europe où, pour la première fois depuis un siècle, l'espérance de vie commence à décroître dans une dizaine de régions. Éric Albert, envoyé spécial du *Monde*, fait un compte rendu édifiant de la visite qu'il a faite récemment dans le nord-est de l'Angleterre dans le comté de Durham, à Hartelpool, 18ème ville la plus pauvre d'Angleterre. Les chantiers navals, les mines et les usines chimiques ont fermé depuis bien longtemps, il ne reste guère que la centrale nucléaire à quelques kilomètres de là. Avec le chômage et la politique d'austérité du gouvernement, la pauvreté et les difficultés sociales se sont généralisées. «*Depuis quelques années, un nouveau phénomène vient de s'ajouter à ces maux : les gens meurent plus jeunes. Pour la première fois depuis un siècle, l'espérance de vie diminue. Jusqu'à récemment, même des endroits comme celui-ci voyaient la population vivre plus longtemps, malgré un fort retard sur les régions riches. C'est désormais fini*»[1]. Le surpoids, l'obésité dus à la malnutrition conduisent à des cancers et des maladies cardio-vasculaires ou respiratoires qui sont la cause de la baisse de l'espérance de vie. À cela, il faut ajouter le mode de vie : l'alcool, les cigarettes, la drogue,… et les logements insalubres, et la difficulté de l'accès aux soins : le service d'urgences de l'hôpital a fermé, il faut parfois attendre plusieurs semaines pour voir un médecin,… Pour résumer les problèmes de leurs patients, les médecins locaux utilisent l'expression : "*shit life syndrome*"[2].

Espérons que la folie libérale de Macron s'arrêtera avant que nous en soyons là !

La fin de la social démocratie

Les dernières élections italiennes ont confirmé, si besoin était, la décrépitude des partis sociaux-démocrates européens (même les partis sociaux-démocrates scandinaves sont atteints !). Pour Guy Standing[3], les sociaux-démocrates ne font que payer l'erreur fondamentale qu'ils on faite pendant tout le 20ème siècle en réduisant le travail à l'emploi ou à une activité assurant un revenu[4]. Ils sont ainsi tombés dans leur propre piège politique en mettant sur un piédestal la notion de **plein emploi**, qui signifie maximiser le nombre de personnes qui sont en position de subordination aux patrons. Pourquoi mettre au travail le maximum de gens serait-il considéré comme une politique progressiste, demande-t-il, et il précise : «*Il faut rappeler aux sociaux-démocrates qui ont basé leur politique sur l'emploi, qu'au milieu du 19éme siècle ce sont les employeurs et non les représentants des travailleurs qui ont érigé en dogme la stabilité ou la sécurité de l'emploi. Au 20ème siècle, une étrange alliance d'idéologies politiques a rendu l'emploi obligatoire (sauf pour la noblesse et les nantis). Ce qui aurait dû être considéré, au moins, comme une lourde nécessité dans un système capitaliste est devenu une nécessité pathologique dans la Constitution soviétique, résumée dans la phrase de Lénine "celui qui ne travaille pas ne doit pas manger" et a pris un sens tout à fait anti-émancipation dans toutes les démocraties sociales*»[4] (Marx appelait pourtant l'emploi «*une activité aliénée*»…). Très délibérément, le droit à une sécurité sociale décente a été limité à ceux qui travaillaient pour un patron. Les héroïnes et les héros de la social-démocratie en ont tiré des conclusions logiques : Beatrice Webb, "la mère" du socialisme Fabien[5], a ouvertement défendu la création de camps de travaux forcés… et plusieurs générations plus tard, les ministres Blairistes y ont trouvé une justification pour défendre le workfare[6]. Et William Beveridge, «*le saint patron*» de l'État Providence britannique, un libéral avoué, croyait aux «*vertus du fouet de la faim*» pour obliger les gens à travailler !

À moins qu'elle échappe enfin à la folie d'identifier emploi et travail, la gauche se marginalisera de plus en plus.

Un rapport intéressant

«*Nous avons besoin de plus d'investissements sociaux et non de Partenariats Public Privé*», titre Richard Pond[8] pour présenter un rapport transmis récemment à la Commission européenne par *l'Association Européenne des Investisseurs à Long Terme* (AEILT). Selon ce rapport[7], «*entre aujourd'hui et 2030, l'Europe devrait dépenser 1,5 trillions d'euros en infrastructures sociales pour rattraper le sous-investissement massif de ces dernières années et pour répondre à la demande croissante de services sociaux*». Il très bon dans l'appréciation de l'échelle des problèmes, mais il ne donne pas les principales raisons pour lesquelles les dépenses en infrastructures ont été trop faibles pendant trop longtemps. Qui plus est, il insiste trop sur le rôle croissant de la finance privée.

Bien qu'il fasse référence à «*la longue crise économique*», le rapport n'insiste pas clairement sur la consolidation fiscale imposée à l'Europe, consolidation qui a contribué à retarder et affaiblir la récupération économique. Il se borne à déclarer que «*accablé par le poids de la dette et les demandes croissantes et coûteuses de l'État providence, les ressources publiques d'investissement ont été comprimées ou, au mieux, ont stagné*». Il fait aussi l'hypothèse qu'il n'y a pas de possibilité d'accroître significativement les investissements publics dans les infrastructures sociales puisque la dette et les déficits prévus dans le *Pacte de Stabilité et de Croissance* sont «*gravés*

dans le marbre» et que «*lorsqu'on finance des infrastructures on doit mettre moins de pression sur les finances publiques*». En conséquence, le rapport se focalise sur les moyens que le secteur privé pourrait utiliser pour combler le trou, et considère comme une option intéressante les partenariats public-privé (PPP). «*Malheureusement*, dit Richard Pond, *la HTLF n'a pas bien fait ses devoirs*» lorsqu'elle a pensé aux PPP. Les risques encourus ont pourtant été récemment mis en lumière au Royaume-Uni avec la faillite de la société Carillon, impliquée dans plusieurs PPP, dont l'abandon du Midland Metropolitan Hospital pourtant appuyé par le Fonds Européen pour les Investissement Stratégiques.

Peu après, le système des PPP a été sévèrement critiqué par une commission de contrôle des dépenses publiques britannique, la NAO, qui a montré que la plupart des projets réalisés par des PPP ont des coûts jusqu'à 40% plus élevés que ceux qui sont directement financés par des fonds publics.

Un rapport récent de la Cour des Comptes Européenne est tout aussi accablant : après avoir analysé 12 PPP cofinancés par l'Union Européenne, la Cour a trouvé une dépense inutile de 1,5 milliard d'euros et des comptes peu clairs. Elle recommande que la Commission Européenne et les États membres ne promeuvent plus les PPP ou les arrangements risqués.

Jean-Pierre MON

Références

1. *Le Monde*, 11-12/03/2018.
2. «*Syndrome d'une vie de merde*».
3. Professeur de développement à l'École d'études Orientales et Africaines de l'Université de Londres. (ayant travaillé pendant de nombreuses années au *Bureau International du Travail*, il connaît le sujet !).
4. *Left Should Stop Equating Labour with Work* (= La Gauche doit arrêter d'égaler travail et emploi), *Social Europe*, 23/03/2018.
5 - La *Fabian Society*, ou Société fabienne, est à la fois un cercle de réflexion et un club politique anglais de centre-gauche créée en1884. De mouvance socialiste et réformatrice, il a été partie prenante de la création du Parti Travailliste en 1900 et de la refonte de celui-ci dans les années 1990 avec le *New Labour* (selon *Wikipedia*).
6. Les programmes de *workfare*, posent comme principe que les bénéficiaires de l'aide sociale doivent travailler pour toucher leur allocation.
7. Social Europe, 28/03/2018.
8. Fédération européenne des Syndicats d'Agents des services Publics.

Faux arguments

Le quotidien *L'humanité* s'est appliqué à relever quelques faux arguments utilisés pour faire "passer" la liquidation de la SNCF. En voici les principaux :

• **Situation intenable ?** — Le 26 février, le Premier ministre lit un texte à Matignon expliquant que «*la situation est alarmante pour ne pas dire intenable*». Le lendemain, la SNCF annonce ses résultats : chiffre d'affaires de 33,5 milliards d'euros, en augmentation plus de 4% et un bénéfice net à 680 millions, triplé depuis 2016,auquel il faut ajouter 900 millions de SNCF Mobilités.

• **Des billets trop chers ?**— Chers pour certaines lignes. Mais pour faire 100 km en France, le prix moyen est de 7,8 € contre 24 € en Autriche, 28,6 € en Suisse ou 29,7 € au Danemark.

• **Trop de cheminots ?**— Pour 100 km, la SNCF emploie en moyenne 5 cheminots, la compagnie allemande Deutsche Bahn en emploie 5,9.

• **L'Europe oblige ?**— Il n'y avait aucune obligation de changer le statut de la SNCF dans la directive de décembre 2016.

…La directive européenne ne comporte aucune disposition sur le statut des cheminots. C'est la "concurrence" qui fait peser des menaces sur les droits et rémunérations mais la directive de 2001 sur les transferts de personnels ne demande pas une diminution des droits, ni la remise en cause du statut. C'est donc pour favoriser "l'attractivité" de compagnies privées afin de diminuer la rémunération du travail que le pouvoir tente de passer en force.…

• **Le financement ?**— À la fin des années 2000, le gouvernement Fillon-Sarkozy lance un programme de grands travaux qui comporte la remise en état de certaines voies et la construction de quatre lignes grande vitesse. Pour le financer, l'État met 2 M€ et 1,2M€ sont empruntés par la SNCF. En 2012, la SNCF doit débourser à nouveau 4,3 M€, puis encore 5,3 M€ en 2015. Sur ces sommes, l'État met environ 2,3 M€ et la SNCF emprunte le reste sur les marchés financiers à des taux très élevés. Entre 2007 et 2017, les intérêts de sa dette ont augmenté de 10,3 M€ : quand la SNCF emprunte 100 €, 41 € servent à investir et 59 € servent à payer les intérêts. Le cheminot travaille donc en partie pour la banque, et une part du billet de l'usager sert à payer les ogres de la finance.

• **Productivité et salaire, privilèges ?**— Depuis 2004, 2.000 emplois sont supprimés chaque année à la SNCF.

Le taux de productivité des cheminots durant cette période a augmenté de 3,2% contre 1,9 pour l'ensemble de l'économie. Le salaire moyen d'un chef de bord est de 1.269 € net. Le salaire moyen toutes catégories est de 2.988 € brut. La durée des cotisations ouvrant droit à la retraite est de 41,5 années. La durée du travail est de 35h et 132 jours de repos annuels y compris les récupérations des week-ends travaillés.

En marche… vers quoi ?

Nul ne peut prédire l'avenir du mouvement actuel de contestation de la politique macronnienne. Mais tant de protestations et de grèves, au sein de la SNCF, dans les universités, dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, à la Poste, à Carrefour, chez les chauffeurs de taxis "ubérisés" et chez les retraités (à qui une "réforme" pire que les précédentes est annoncée), sont les manifestations d'un vaste malaise.

Et ce 8 avril, le chef du gouvernement vient de prendre le risque de déclencher la violence en reconnaissant que toute négociation ne serait que tromperie puisqu'«***il ira jusqu'au bout***».

Jusqu'au bout de quoi ?

Les "réformes" qu'il impose, Macron n'en est pas l'initiateur. Entreprises, puis poursuivies par ses prédécesseurs, elles ont commencé avec la révolution libérale, au début des années 1980. En France, le tournant a été pris par F. Mitterrand en 1983 : à l'encontre de ses beaux discours qui avaient suscité l'enthousiasme, il a paru céder, au nom d'une Europe mythique qui n'a jamais existé. Comme tous les partis socialistes, le PS a ainsi viré de bord. Il s'est "rangé"vers la social-démocratie : pas question de sortir du capitalisme, on va l'amadouer en faisant toutes les concessions qu'il faudra. En d'autres termes, on garde le loup dans la bergerie mais on va le convaincre de se limer les dents.

Au cours de ces presque quarante ans, le loup s'est régalé et il a même bien affûté ses dents.

Les gouvernements ont tous tenu le même discours soigné, fignolé, présenté la main sur le cœur : au nom de la «modernisation» ou pour faire preuve «de réalisme» (?), des «réformes» sont absolument nécessaires.

— Mais quelles "réformes" ?

— Celles de l'idéologie dominante et qui ont conduit à la situation actuelle.

Cette idéologie est l'aboutissement logique de l'économie de marché, telle qu'un petit nombre d'économistes et d'hommes politiques ont réussi à l'imposer internationalement. Elle consiste à limiter le rôle de l'État afin qu'il ne puisse plus exercer aucune intervention d'ordre économique. Il faut pour cela supprimer toutes les mesures sociales qui, en France, avaient été instituées après la fin de la seconde Guerre Mondiale à l'initiative du Conseil National de la Résistance et privatiser toutes les entreprises : plus de services publics comme les Télécoms, la Poste, l'eau, l'électricité, les autoroutes, les aéroports (et les compagnies aériennes qu'étaient Air Inter et Air France), les chemins de fer, l'école, les universités, les hôpitaux, etc. tout doit passer à des sociétés privées. Pour y parvenir sans trop d'opposition, il faut préparer l'opinion en détériorant la qualité des services publics qui restent. Ce qui est facile : il suffit de ne pas financer leur entretien et de supprimer peu à peu les postes de fonctionnaires. Le résultat attendu est là : bien des gens, aujourd'hui, sont prêts à accepter l'idée qu'on ne peut pas attendre des fonctionnaires qu'ils soient capables de faire fonctionner correctement une entreprise, et que ces "privilégiés" et "tire-au-flanc"sont les responsables des dégradations qu'ils constatent. Alors, quand les cheminots se mettent en grève, ils ne réfléchissent pas aux raisons pour lesquelles les grévistes sacrifient leurs salaires. Ils ne voient que leurs propres difficultés immédiates pour se déplacer. Eux qui étaient des "usagers", et qui sont déjà maintenant des "clients" (le changement de terme est significatif, il devait les alerter), ne cherchent pas à comprendre les conséquences, pour eux-mêmes, de la suppression des lignes «*pas assez rentables*» ou de la transformation de la SNCF en société anonyme et sont prêts à croire que celle-ci n'annonce pas sa privatisation, puisqu'on leur affirme le contraire !

Cette manœuvre, que nous avons évoquée dans ces colonnes tout au long des années, a donc bien fonctionné. L'affaire est en bonne voie : pour beaucoup de services publics, c'est déjà fini, les autres sont en marche.

L'échec de la social-démocratie est flagrant, partout, pas seulement en France. Les citoyens ont constaté que les gouvernements qui se prétendaient de gauche ont fait une politique de droite. Trompés, leurrés, désorientés, de plus en plus nombreux sont ceux qui se tournent vers l'extrême droite : les conséquences de cet échec deviennent dramatiques.

L'opportunité saisie par Macron

Le candidat Macron a su tirer les conséquences de cette évolution et du désarroi des électeurs pour se faire élire, certes, pas par la majorité des électeurs inscrits, mais peu lui importe puisque qu'il est convaincu qu'un pays se gouverne comme une entreprise.

Le financier élu a estimé que l'affaire était si mûre qu'en accélérant la marche, il allait en cueillir les fruits. Mais pas plus qu'il n'a choisi l'objectif, il n'a inventé la méthode. Comme l'a montré magistralement Serge Halimi dans son éditorial du *Diplo* de mars, il a suivi les conseils

prodigués par Sir Roger Douglas, ancien ministre des Finances de Nouvelle Zélande. Selon ce libéral qui est même venu, le 8 avril 2008 à l'Assemblée nationale, prêcher sa méthode aux députés français : «*il faut de vastes programmes, pas une addition de mesurettes*». «*N'essayez pas d'avancer pas à pas, la vitesse est essentielle, vous n'irez jamais trop vite… le feu de vos adversaires perd en précision quand il doit viser une cible qui bouge sans arrêt*». Alors ne nous étonnons pas si tant de bouleversements sont entrepris en même temps : pendant que notre attention est attirée sur la réforme du nombre de députés, d'autres sont entérinées par décret ou bien sont votées sur la foi de gros mensonges.

QUI VA L'EMPORTER ?

La méthode peut réussir si le gouvernement emploie la force et la peur pour étouffer toute critique. L'objectif sera atteint : plus de services publics, chacun se débrouille, c'est la lutte permanente de tous contre tous, le meilleur gagne, et il gagne gros, quels que soient les moyens qu'il emploie, car c'est la preuve qu'il est intelligent. Quant à ceux qui perdent, c'est leur faute. La compétition ne permet pas de s'occuper des inutiles, tant pis pour tous ceux dont aucun employeur ne peut tirer profit, tant pis pour les malades, ils n'avaient qu'à faire attention à leur santé, tant pis pour ceux qui sont trop âgés pour travailler encore, ils n'avaient qu'à épargner. Quant à l'environnement, on s'en fiche, le profit passe avant ! Le mot d'ordre est : tout pour ceux qui ont déjà tout et rien pour ceux «*qui ne sont rien*», comme les désigne publiquement celui qui nous mène vers un monde bâti sur l'égoïsme et non sur la solidarité. Il conduit la république à marche forcée sur l'exact opposé de ce que *La Grande Relève* présente sous le terme d'économie de partage, de démocratie économique ou économie distributive.

Mais le gouvernement est allé si loin et si vite que sa méthode pourrait échouer. Que se passerait-il si une majorité de citoyens prenaient conscience de l'enjeu, par exemple en découvrant la vérité sur le projet à l'origine de la "bataille du rail" version Macron… ? (voir ci-dessous).

Si les manifestations, même en se multipliant, restent catégorielles, chacun ne voyant que ses problèmes immédiats, les "réformes" se feront quand même, plus lentement et dans la violence. Les choses ne peuvent vraiment changer que s'il y a une prise de conscience générale que toutes ces réformes visent un même objectif, le bouleversement total de la société, plus précisément de la destruction de ce qui fait la société humaine et prépare son avenir.

Un certain nombre de faits, de réunions, de déclarations permettent d'espérer cette prise de conscience citoyenne. Par exemple, un millier de citoyens, réunis à l'initiative de François Ruffin, ont adopté dans l'enthousiasme le projet d'une grande manifestation le samedi 5 mai qui rassemblera partis, associations, syndicats etc, appelés à surmonter leurs divisions pour s'unir contre la politique de Macron.

Bourse du Travail; Paris, le 4 avril

Mais cela ne peut pas suffire : après s'être accordés contre, il faut s'entendre pour construire, au moins en définissant les bases sur lesquelles fonder un projet alternatif.

L'espoir d'un monde meilleur repose sur la capacité des citoyens à comprendre que la recherche d'un profit financier est le cancer qui, en dévoyant toute entreprise, mine la société actuelle. Et cela implique de dénoncer le fonctionnement de l'outil de la finance mondiale donc de remettre en cause la création et les fonctions de la monnaie…

Il y a encore fort à faire.

Marie-Louise DUBOIN

QUELQUES PRÉCISIONS

La SNCF résulte de la nationalisation des sociétés de chemins de fer régionales, agrégées en une entité unique en 1937.

Comme de nombreux autres services publics, l'intégration européenne impose son ouverture à la concurrence, donc sa privatisation,. La première étape a été franchie en 2014 lorsque la SNCF est scindée en une holding et deux filiales, "SNCF mobilité", chargée de faire rouler les trains et "SNCF réseau", responsable de l'entretien des voies.

La réforme menée par le gouvernement actuel s'inscrit dans la logique de l'ouverture au marché, prévue pour 2020. Ses modalités sont décrites dans le rapport commandé à Jean-Cyril Spinetta, l'ancien PDG d'Air France qui en organisa la privatisation, malgré des conflits sociaux permanents, avant de mener à la banqueroute la société Areva.

Son rapport conclut aux transformations suivantes :

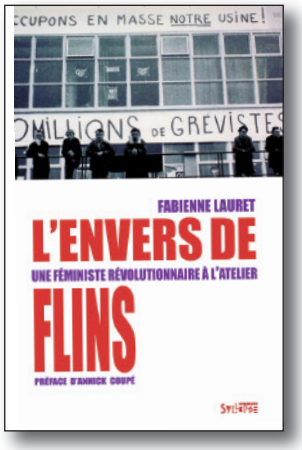
- *Fermeture de 9.000 km de lignes déficitaires (environ un quart du réseau) et leur remplacement par des lignes de bus.*
- *Remise en cause des droits des salariés définis par le statut de cheminot.*
- *Généralisation de l'embauche d'employés en CDD (contrats à durée déterminée) dans le but affirmé de faire baisser les salaires.*
- *Transformation du statut de la SNCF en Société Anonyme, étape nécessaire en vue de sa privatisation,*
- *Ouverture à la concurrence. Pour les grandes lignes, plusieurs opérateurs privés feront rouler leurs trains sur les mêmes voies. Pour les TER, chaque ligne sera gérée par un opérateur privé unique, choisi suite à un appel d'offres.*
- *Rachat de la dette de la SNCF par l'État français (47 milliards) et recapitalisation (4 milliards) de la branche "fret" qui est déjà sujette à la concurrence.*

Bravo Fabienne !

Je savais que Fabienne avait entrepris de raconter dans un livre ce que fut sa vie d'employée chez Renault, à Flins, mais je ne me doutais pas que son livre me toucherait à ce point !

Adhérents à Attac dès sa création, Jean-Pierre et moi avons apprécié, pendant des années, le dévouement avec lequel elle anime le groupe local de cette association. Mais ce n'est rien à côté du courage qu'il lui a fallu pour entrer en usine dans l'intention de changer le monde… et tenir le coup !

Dès ses débuts, elle a été confrontée au problème des immigrés. En 1973, sur les 20.500 salariés de Flins, 8.600 sont immigrés, dont 4.400 marocains. Elle apprend que la France est allée sur place chercher ces travailleurs dont le trafic à l'embauche vient d'être dénoncé: pour obtenir un emploi il fallait qu'ils versent de 500 à 2.000 francs !).



300 pages, 15 €, éd. Syllepse

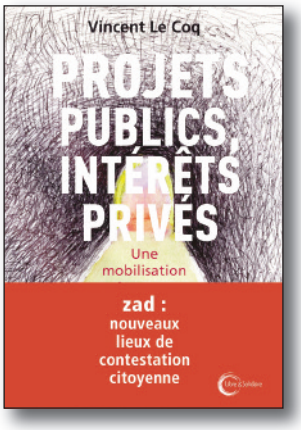
Son témoignage frappe par sa sincérité, et je dirais par sa simplicité, ce qui pour moi est une grande qualité : militante, puis déléguée syndicale, Fabienne Lauret plonge le lecteur au sein des luttes sociales dont l'usine de Flins a été fortement secouée, et elle le fait sans cacher ses angoisses, par exemple quand elle a mené sa première grève. Féministe, elle décrit la condition des ouvrières dans l'atelier de la couture des housses de voitures (où le travail est dur, très physique, «*surtout pour le dos et les mains*») : victimes de sexisme non seulement de la part de la direction, mais aussi de leurs collègues mâles, elles ne se laissent pourtant pas facilement convaincre de ne plus se soumettre et de faire valoir leurs droits.

Au début des années 1980, au tournant de la révolution libérale, Fabienne éprouve une grande fatigue, elle avoue une certaine usure militante. Elle découvre alors le comité d'établissement (CE), d'abord en qualité d'élue. Et dans la seconde partie des trente-six années de sa vie en usine, elle va être salariée du CE et participer à tout ce qui peut en élargir la portée culturelle : médiathèque et bibliothèque sont développées pour mieux accueillir les salariés, alors Fabienne n'hésite pas à reprendre les études et obtenir un diplôme de bibliothécaire. Son travail est ainsi transformé, elle s'épanouit dans des activités culturelles dont la portée sociale l'enthousiasme… Mais ces activités et ce dynamisme qui, en outre, viennent d'une femme, déplaisent à certains. Le harcèlement moral dont elle fut alors l'objet réussit à la plonger dans une profonde déprime. Elle a le courage d'en témoigner, et pour ne pas prendre le risque que sa mémoire déforme son récit, elle a ressorti son «*gros dossier vert*». Il faut lire et faire lire ce témoignage pour comprendre notre époque. M-LD.

La constestation citoyenne

«*Loin des lieux communs, les éditions Libre & Solidaire se veulent une alerte sur les bouleversements de notre société qui touchent l'environnement, l'écologie, l'économie, le politique, le social… Des solutions urgentes sont nécessaires pour assurer l'avenir de l'humanité, qui transgresseront les intérêts personnels générés par un fonctionnement fondé uniquement sur le profit. L'ensemble des thèmes abordés dans nos ouvrages est en phase avec ces préoccupations*».

Le premier livre que j'ai lu de cet éditeur, intitulé *Projets publics, intérêts privés*, répond bien à cette intention. Son sujet est d'actualité : face à un gouvernement résolu à mépriser l'avis des populations sur certains projets grandioses, les formes traditionnelles de contestation, pas plus que le recours à un juge ne sont efficaces. Ces constats d'impuissance ont fait naître ce qu'on appelle désormais le zadisme, c'est-à-dire la mobilisation citoyenne autour d'une *zone à défendre* non seulement pour contester un projet qui la confisquerait au profit d'intérêts privés, mais aussi pour en proposer une alternative.



372 pages, 21,9 €

Docteur en droit, avocat spécialiste de l'urbanisme et de l'environnement, son auteur est bien placé pour faire le point sur ces projets dont il décrit avec soin les impacts. Avec la clarté et la précision d'un juriste, il passe d'abord en revue, de la façon la plus exhaustive, la plus objective possible, les divers aspects des projets en question, tels que la ligne de chemin de fer Lyon-Turin, le stockage des déchets radioactifs à Burre, le Center Parcs de Chambaran,l'incinérateurs d'Échillais, etc; car leur liste s'allonge toujours. : Pourquoi de nouveaux équipements ? Que valent les justifications avancées ? Qu'en attendre pour l'environnement ? Quelles sont les procédures administratives, sont-elles démocratiques, quels recours sont-ils possibles ? Puis il analyse la démarche des "zadistes" et fait le bilan de leurs moyens et conclut sur l'espoir que cette mobilisation citoyenne est capable «*d'arrêter ce massacre de nos territoires*».

Un livre bien fait pour comprendre notre époque et la nécessité de lutter contre les dangers que l'idéologie du profit fait courir à l'humanité. M-L D.

Les chiffres

> «*Arrêtez le monde, je veux descendre*»
> Soixante-huitard anonyme.

On n'aime pas les chiffres. Ils sont certes inhumains, froids, implacables. Mais derrière leur aspect incorruptible, leur apparente rigueur mathématique, on peut aussi leur faire dire ce qu'on a envie d'entendre. On pense, bien entendu, aux sondages ou, mieux, aux commentaires des soirs d'élections : tout le monde a gagné, quel que soit le score.
Et pourtant. Certains chiffres sont si expressifs, nus dans leur vérité première, que toute interprétation voilerait leur signification profonde, parfois leur beauté, apparaitrait superflue, inutile, voire suspecte.
Et plus encore que les chiffres eux-mêmes, c'est leur rapprochement qui donne souvent le vertige, et le mot n'est pas exagéré.
Ceux que vous verrez ci-après sont publics, ils se trouvent facilement sur internet.

Vous avez remarqué comme moi, les revenus des personnes qui nous sont les plus indispensables pour vivre, sont les plus bas : infirmières, enseignants, pompiers, agriculteurs, artisans, ouvriers, etc. De surcroît, ils sont souvent considérés comme privilégiés, tels les cheminots ou les fonctionnaires, pour prendre des exemples dans l'actualité.
Alors que les revenus de ceux qui n'apportent aucune valeur ajoutée, et dont ni vous ni moi n'avons besoin, sont les plus hauts : traders, actionnaires de fonds spéculatifs, gestionnaires de fortunes, marchands d'art, publicitaires, intermédiaires divers, lobbyistes, fiscalistes, etc. Exemple : le salaire d'une infirmière en début de carrière est de 1.500 €, pour royalement finir à 2.500 E. Les frais de gestion d'un fonds d'investissement sont de 1% minimum. Un tout petit fonds, disons de 300 M€ (=millions d'euros), nécessite une équipe de 10 personnes maximum, soit pour chacune, un revenu annuel brut de 300.000 €, donc de 25.000 € mensuels. Le rapport est de 1 à 10 comparé à notre infirmière.

Passons aux patrimoines, vous verrez, c'est plus amusant.
La fortune de Jeff Bezos (Amazon) est évaluée à 92 Md$ (Md$=milliards de dollars), passant devant celle de Bill Gates (Microsoft), à 85Md$, nettement supérieure à celle de Marc Zuckergerg (Facebook), dont le patrimoine est franchement faible, à 72 Md$.
Pour l'anecdote, le patrimoine de Salmane ben Abdelaziz Al Saoud (Arabie Saoudite), est de 17 Md$, finalement assez modeste. Celui de Bhumibol Adulyadej, roi de Thaïlande mort en 2016 après 70 ans de règne, a fait mieux avec 22,5 Md$, ce qu'on ne savait pas.
Revenons à notre sujet : le PIB du Bengladesh (75 millions de personnes), est de 250 Md$, soit la somme des patrimoines de Jeff, Bill et Marc, trois personnes tout de même.

À noter pour l'amusement, que le revenu annuel d'un Bengali est de 1.500 $, alors que, depuis 2016, on a calculé que les avoirs de Jeff Bezos augmentent de 2.200 $ ***par seconde*** (par seconde, c'est-à-dire même quand il fait dodo).
Quand on vous dit qu'on a le vertige !

Le budget annuel de l'Aide Publique au Développement de l'ONU est de 135 Md$. La somme des dépenses publicitaires dans le monde (télé, presse, numérique, affichages) est de 550 Md$, soit un rapport de 1 à 4.
L'ONU estime que 10% de la somme des budgets publicitaires mondiaux suffirait pour réduire de moitié la faim dans le monde. Ce n'est très grave, l'ONU le disait déjà il y a 20 ans.
Le budget annuel de la défense des États Unis est de 596 Md$, représentant 36% du total des dépenses mondiales. Le déficit annuel de la balance des paiements des États Unis, est de 560Md$. Le rapport est de 1 à 1.
On rappelle que ce déficit est la dette que le pays contracte vis-à-vis des autres pays (dans ses échanges commerciaux notamment), pays qui se trouvent donc, en gros, payer chaque année le budget de la défense des États Unis.
C'est ainsi que Trump peut avoir un gros bouton rouge sur son bureau, ça ne lui coûte rien. Celui de Kim Jong-Un est plus petit, certes, mais il est payé sur le dos de la population coréenne du Nord, ce qui est beaucoup moins malin, convenons-en.
Puisque les États-Unis représentent 36% de ces indispensables dépenses, on en profite pour calculer le budget mondial des armements. On est assez déçu, il n'est que de 1 650 Md$, soit seulement 19 fois la fortune de Bill.
Ce qui nous console, c'est que l'un comme l'autre, ne servent strictement à rien.

Ah, enfin une bonne nouvelle, le déficit annuel de la Sécu en France (vous savez, "le Trou"), est tombé à 400 M€, ce qui est très peu par rapport aux 205 Md€ de dépenses, rien que pour l'assurance maladie, rendez-vous compte.
Ce résultat remarquable a été obtenu par Marisol Touraine (socialiste), au prix des restrictions budgétaires sévères que nous connaissons dans ce secteur parfaitement inutile, restrictions consciencieusement poursuivies, voire amplifiées, par Macron.
Les dividendes annuels versés par Sanofi à ses actionnaires atteignent 5,1 Md€.
Sous drogue dure, on pourrait se demander s'il ne serait pas envisageable de réduire de 10 % les dividendes des actionnaires des labos pharmaceutiques pour résorber le déficit de la Sécu, grâce à laquelle, tout de même, Sanofi peut engranger une bonne partie de ● ● ●

ses 7,5 Md€ de bénéfices.
Au passage, si on reprend les chiffres précédents et si on compte bien, 68 % des bénéfices de Sanofi passent donc en dividendes. Quand on vous dit que l'industrie pharmaceutique consacre des sommes colossales pour faire avancer la recherche, on ne vous ment pas, on vous parle de la recherche de profits, vous confondez tout !

Passons à des choses plus gaies.
Douze millions d'armes à feu sont vendues aux US par an (soit 33.000 par jour, y compris les dimanches et les jours fériés). Le prix moyen de ces jouets étant de 100 $, on peut constater que cette somme (1,2 Md$ tout de même), est équivalente au double du budget du PSG (600 M€).
Ceci n'a rien à voir avec cela, mais j'ai trouvé que c'était drôle.
J'allais oublier un détail. 7 500 Md$ (5.800 Md€) sont placés dans les paradis fiscaux, soit environ 8% du patrimoine financier mondial. Évidemment 80 % de ce montant est soustrait aux différents fiscs du monde.
Macron a raison : il est urgent de vérifier si les chômeurs ne fraudent pas.
Les deux-tiers des *hedge funds* (fonds spéculatifs) de la planète sont domiciliés dans ces paradis fiscaux, gérant une misère de 10.000 Md$ d'actifs. Je ne sais plus si ce chiffre signifie encore quelque chose pour vous.
Les États, donc, privés de leurs dus, sont obligés d'emprunter sur les marchés financiers (dont font d'ailleurs partie les fonds spéculatifs, et on arrête de ricaner).
La dette totale de la France atteint ainsi 2.000 Md€ (9 5% du PIB, c'est bien). La charge de la dette représente 2,5 % de ce même PIB, soit seulement 50 Md€ par an – ce qui est assez limité grâce aux taux très bas consentis - pour le moment - à la France.
50 Md€ que nous payons chaque année à nos créanciers : on comprend mieux pourquoi il faut faire de sérieuses économies dans les services publics.
Savez-vous que l'an dernier les entreprises du CAC 40 n'ont versé que 56 Md€ à leurs actionnaires ? Somme fort modeste, heureusement en hausse de 5% par rapport à l'année dernière. Les investissements de ces mêmes groupes ont plafonné à 86 Md€, en recul de 5 %.
Encore un peu de patience, et les dividendes vont dépasser les investissements, ce qui est bien normal dans une saine économie de marché.
On compte 29.000 SDF dans Paris, alors que 200.000 logements sont inoccupés. Aucun rapport. Si, de 1 à 7.
Vous qui faites les courses, vous savez que vous achetez la brique de lait demi-écrémé 0,78 €. Sachez donc qu'elle est payée 0,26 € au producteur, soit 33% du prix de vente final, plus 5 % de TVA. Question : combien reste-t-il aux industriels, transporteurs, intermédiaires et distributeurs ? Vous avez raison : 62%, mais il faut bien que tout le monde vive.
Surtout les agriculteurs, à qui cette sacrée brique coûte 0,37 € à produire, soit une perte de 0,11 € par unité. Cet intéressant problème, du niveau de 5ème au lycée Louis le Grand, s'appelle, à Bercy, "la crise du lait".

Savez-vous ce qu'est le hag ? C'est l'Hectare Global, une surface pondérée (selon la productivité, la biocapacité, etc.), qui sert d'unité de mesure officielle de l'empreinte écologique.
Un terrien moyen a besoin de 2,87 hag. Avec 7,5 Mds d'êtres humains, chacun dispose de 1,71 hag ; autrement dit, il faudrait 1,68 planète pour fournir à tous une consommation humaine durable.
Jusque-là, rien d'anormal, on le savait.
Heureusement, certains se montrent, sur cette planète, très raisonnables.
Chaque Américain a besoin de 8,59 hag pour maintenir *"l'american way of life"*.
Un Français a besoin de 5,06 hag pour garder son niveau de vie, jugé d'ailleurs insuffisant.
Un indien a une empreinte écologique de 1,06 hag, et l'haïtienne, tenez-vous bien, est de 0,61 hag.
On vous le disait dans les vieux livres de géographie : l'haïtien est accueillant.
Comme quoi, rien n'a changé.

Vous pouvez vous-même, sans grand effort, sur internet, comparer le niveau de vie d'un riche européen et d'un pauvre européen, le patrimoine des compagnies d'assurances avec le vôtre, avoir une idée du résultat net des banques cette année, mesurer l'eldorado des mutuelles de santé, ou de la formation professionnelle, comparer celui des cliniques avec la misère des hôpitaux, et on pourrait continuer, indéfiniment. Mais cette énumération à la Prévert fatigue, finit par lasser.
Il s'agit pourtant bien de faits : ces chiffres disent la réalité. On peut considérer qu'ils l'expriment à leur façon, autant répétitive et obsédante que brutale et sans nuance.
Je dirais plutôt qu'ils crient la vérité. Ces chiffres, ces "data" comme on dit, crient l'ubuesque, l'injustice, l'incompétence, l'hypocrisie, la cupidité, l'égoïsme, la bêtise.
Chers tenants de la société de marché, vous qui ne jurez que par les chiffres, en voilà. Vous êtes servis. Mais ce ne sont pas ceux que vous avez l'habitude de voir sur vos écrans ; non, ceux-là sont ceux de la vie de chacun, ceux des conséquences de nos systèmes économiques et financiers, ceux que les gens voient, ou plutôt ne voient plus, tant ils sont aveuglés par une communication et une propagande incessantes.
Dans notre société de masse, le quantitatif a pris le pas sur le qualitatif. Ce qu'ils montrent, ces chiffres, n'est pas très agréable à contempler : celui qui réussit est celui qui possède, celui qui a, plutôt que celui qui est.
Et si nous revenions à ce que disait Nietzche : «*ce qui a un prix n'a pas de valeur*» ? À quoi on peut ajouter, bien sûr, que ce qui a de la valeur n'a pas de prix.

Guy GOUREVITCH

Le jeu vaut la chandelle !

Par l'invasion du numérique et des moyens de communication, le jeu colonise l'ensemble de la société contemporaine. Les portables, les tablettes, les consoles, la télévision, les réseaux sociaux portent autant d'invitations et d'accès aux jeux. Solitaires ou en groupes, ils se pratiquent à tout âge, à tout moment et commence même à envahir le milieu du travail.

Que signifie cette nouvelle orientation?

D'ici à 5 ans, 60 % des emplois consisteront à travailler dans un bureau dit intelligent, c'est-à-dire dans un environnement composé des technologies "*Workplace*" unifiant les mails, les logiciels de messagerie instantanée, les réseaux sociaux, les applications professionnelles, les solutions des réunions virtuelles. D'où la nécessité d'impliquer pratiquement toutes les populations de l'entreprise dans ce vaste projet de transformation numérique.

Le capitalisme n'incite à aucun scrupule pour mettre en œuvre les moyens de parvenir à ses fins, on n'hésite donc pas à recourir à des subterfuges et des fourberies pour améliorer la rentabilité et faire baisser les coûts de production par l'utilisation des nouvelles technologies. Pour mieux conditionner le salarié à son travail, pour lui faire accepter volontiers la pénibilité ou la stupidité de son job, ou la servilité de son emploi, le management ne recule devant rien. Et comme les ouvriers ou les employés inventent volontiers des jeux pour rendre leurs travaux plus supportables en faisant passer plus vite ce temps d'esclavage, cette faculté d'adaptation est récupérée en aménageant la façon de travailler sous forme de jeux, avec règles et récompenses. L'étude des orientations psychologiques des jeunes générations et des comportements sur les supports numériques permet d'utiliser des stratégies ludiques, consistant à mêler travail et jeu, afin de faire croire aux employés qu'ils se divertissent quand ils travaillent.

Cette tendance, qui est désignée en français par le néologisme «*ludification*», est appelée «*gamification*» (du mot anglais *game* qui signifie jeu) dans les milieux branchés de la conception des technologies "hardware" et des logiciels "software".

Cette manière nouvelle de gérer une équipe consiste à saisir les problématiques pour installer une ambiance propre à éveiller la motivation afin d'atteindre les objectifs fixés. Elle vise la fortification de l'engagement, du plaisir, de l'envie et de l'attention, dans le but de développer la performance et l'acquisition de compétences. Comme dans les jeux vidéos, les mécaniques des points, des classements, des badges, des médailles, des challenges, des tableaux d'affichages des leaders et autres "récompenses" sont utilisées dans les compétitions organisées entre les employés. Augmenter leur productivité en mettant les travailleurs en compétition, avec eux-mêmes ou les uns avec les autres, reste l'objectif principal. Par exemple, l'application *RepTivity* révèle et glorifie les performances des meilleurs vendeurs en se basant sur des indicateurs-clés de la performance. Le système de récompenses virtuelles et de classements des employés *DueProps* utilise la reconnaissance par les collègues de la valeur du travailleur, se servant du fait que lorsque les gens se sentent appréciés, ils sont plus heureux, ils s'engagent davantage et donc deviennent plus productifs. Des entreprises comme *Cisco*, *Engine Yard*, *SAP*, *Salesforce* ont mis en place des jeux de formation ou d'amélioration des performances à travers lesquels les commerciaux peuvent progresser jusqu'à obtenir des titres reconnus.

Ces approches rencontrent un vif succès tout en permettant au management d'atteindre les objectifs désirés. À tout moment, un commercial, par exemple, doit pouvoir visualiser en deux clics ses progrès et l'évolution de sa performance, prendre connaissance de ses points forts et faibles et les moyens de progresser pour s'améliorer afin de…. rester intégré au jeu.

Transformer le travail en jeu ne signifie pas que vous ne travaillez pas dur, ou que vous ne faites jamais de tâches ennuyeuses, mais elles sont mieux acceptées dès lors qu'elles font partie des règles d'un jeu. La "gamification" a déjà envahi les géants du web, les "GAFAM" aux États-Unis (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft ainsi que Yahoo, Twitter et d'autres), elle va bientôt franchir les portes des entreprises françaises.

Et cette ludification ne concerne pas seulement le domaine de la production, elle contamine aussi celui de la consommation. Certaines entreprises présentent leurs produits (Slush Puppie, Century 21, Master Card et bien d'autres) en développant des stratégies ludiques pour renforcer la fidélisation des consommateurs. La promotion de divers produits de marques connues est même insérée dans des jeux de socialisation en ligne, tel *The Sims Social*, affilié au réseau social Facebook.

Selon Zichermann et Cunningham[1], tout contexte serait adapté à la ludification puisque ce sont les «*mécanismes*» du jeu, et non sa portée, qui procurent du «*fun*». La pédagogie faisant appel à des stratégies ludiques, le domaine de l'éducation et de la formation en serait affecté. De même, la réalisation de toutes les petites tâches du quotidien peut devenir l'occasion d'accumuler des points et de faire progresser grâce à l'application *EpicWin*. Passer à travers une période difficile, par exemple pour accepter une maladie ou sortir de la dépression, peut désormais se faire à l'aide de *SuperBetter*, un jeu développé par *McGonigal*.

Cette stratégie utilise les capacités du joueur à s'incarner dans le super héros des jeux vidéo, à devenir acteur de son quotidien. *McGonigal* porte ainsi le projet d'une société améliorée à travers ce support et tente de convaincre de la nécessité de jouer pour transformer le monde. «*Mon but pour les dix prochaines années est de faire en sorte qu'il soit aussi facile de sauver le monde dans la réalité qu'il l'est dans les jeux vidéo*»[2]. Pour les partisans de la ludification, le phénomène va prendre de l'ampleur car il s'appuie sur l'exode massif vers les mondes virtuels et les environnements de jeux en ligne, il cible les nouvelles générations pour lesquelles le jeu vidéo, qui porte les "nouvelles valeurs", fait partie de l'environnement familier.

Mais pour l'instant, cette ludification se fait sous l'hégémonie du système néolibéral, qui profite de cet engouement avec tous les risques et abus que cela comporte. Les technologies numériques produisent une quantité astronomique de traces qui peuvent être utilisées pour identifier des consommateurs, et ces données se monnayent sur le marché de la publicité, des systèmes de recommandation* et des assurances.

* Il s'agit d'un dispositif informatique destiné à améliorer les ventes par l'accumulation de données sur les clients (il simule donc ce qu'on appelait le bon sens commerçant) : Identification du client (par l'utilisation d'un diagramme de Pareto, il peut s'avérer que 10% des clients représentent 60 % du chiffre d'affaire) et de son histoire, identification de ses besoins, d'où des propositions à lui faire les plus rentables et choix du moment opportun.
Ce dispositif utilise en général un moteur de recherches et l'usage combiné d'algorithmes de prédiction : méthodes statistiques, probabilistes, etc...
Il est possible aussi de comparer les comportements des clients selon leurs profils et leurs historiques, et simuler des intérêts d'achats.
Ce genre de procédé permet d'augmenter jusqu'à 40% le chiffre d'affaire. Nous sommes tous fichés, analysés , disséqués, comparés…
Et par dessus tout ça, la mode, la publicité , l'obsolescence programmée, la rareté artificielle.... Nous sommes livrés ficelés à la consommation.
Malgré notre résistance, en sommes-nous conscients ?

Cette soumission de l'utilisateur n'est obtenue que par la promesse de rendre la vie plus amusante. Mais l'objectif est de maintenir les individus connectés le plus longtemps possible et d'en extraire le plus de renseignements utilisables pour créer les besoins du consommateur potentiel et y répondre. Et les liens qu'on peut faire entre ludification et surveillance sont nombreux. Par exemple, dans une majorité des jeux sur Facebook on peut voir qui joue, à quels moments, à quel niveau du jeu, etc. Le jeu utilisé comme appât peut ainsi devenir un outil de contrôle social et même s'identifier à une technique de manipulation qui permet de faire accepter des règles rigides et totalitaires.

Un terrain favorable

Cette invasion du jeu dans l'ensemble des activités contemporaines signifie qu'une évolution mentale s'est opérée, en relation avec l'expansion du numérique. La jeune génération d'adultes, qui est confrontée à des difficultés sociétales, ne trouve pas de solutions innovantes dans le milieu politique traditionnel. La confusion, soigneusement entretenue, entre la politique et l'économie, conduit cette génération à penser que l'impossibilité de changement est une fatalité. D'où le recours aux jeux vidéos, jeux de rôles, solitaires ou en groupes, qui proposent des dérivatifs à une vie dénuée d'intérêt humain.

Conjuguée avec cette tendance à se réfugier dans le jeu, une nette augmentation des comportements égocentriques se manifeste, en raison du conditionnement à l'individualisme dès les premières années d'existence et fortement encouragé par la suite. L'altruisme étant un état d'esprit qui se cultive, si l'enseignement de la reconnaissance de l'autre et du partage n'est pas effectué, l'individu reste centré sur lui-même. Cette civilisation consumériste est ainsi dressée vers l'assouvissement immédiat des besoins, presque devenu un droit. Pas question d'attendre, il faut jouir tout de suite. L'individu en arrive à se comporter comme un nourrisson pendu au sein de sa mère, assouvissant sa faim et ses besoins comme il l'entend. Le jeu virtuel est un refuge et une nourriture facile d'accès pour cette infantilisme prolongé. Le capitalisme ne pouvait espérer meilleure occasion à saisir.

À chaque époque, son moyen de motivation. Au Moyen-âge, c'était l'expiation de la faute originelle et la peur de l'enfer qui motivaient, chez le travailleur, le respect du seigneur et du prêtre. À la Renaissance, avec le protestantisme, travailler c'était se vouer à la gloire divine. À l'ère industrielle, travailler c'est créer la valeur, et c'est le patriotisme et la compétition entre nations qui gèrent la motivation de la masse.

L'emploi est devenu libérateur dans la mesure où il accompagnait la remise en cause des régimes aristocratiques et leurs privilèges, il donnait à l'individu le moyen de se faire une place autrement que par sa naissance. L'individualisme y ajoute la réussite personnelle et la récompense au mérite. À l'ère de l'infantilisme, c'est le jeu qui falsifie la réalité en transformant le travail en une virtualité doucereuse. On voit que tous les moyens sont bons pour faire passer la pilule : vouloir mêler le jeu au travail, c'est masquer l'origine de la douleur en prenant Doliprane.

Malhonnête tentative de récupération

L'idéologie poursuivie en ce début de siècle demeure l'utilisation massive des technologies pour affirmer la suprématie de l'homme moderne sur la nature par la promotion du dépassement de l'humanité et l'avènement du surhomme. Le capitalisme exhorte cette idéologie pour maintenir la croissance production/consommation, et pour cela, il tente de s'appuyer sur la philosophie enseignée par Friedrich Nietzsche qui exalte la puissance des «*forts*», l'égoïsme, le plaisir d'être soi, la fierté, l'activité libre et heureuse… autant d'éléments dont le jeu se nourrit ! Le philosophe prétend que «*la maturité de l'homme, c'est d'avoir retrouvé le sérieux qu'on avait au jeu quand on était enfant*»[3]. Mais avons-nous intérêt à aborder le travail comme un jeu ?

La réalité révèle la tromperie. Le capitalisme ne permet pas cet espace de liberté indispensable à la véritable définition du jeu et du bien-être qui lui est associé, parce que le jeu, ses règles et l'objectif à atteindre, sont imposés. La libre créativité n'est pas admise, elle est orientée, canalisée en fonction de certains intérêts. Il s'agit d'empêcher la maturation de l'homme pour mieux l'exploiter. Ainsi falsifié, le jeu ne vaut pas la chandelle !

En nous invitant à adopter le jeu dans nos activités,

la philosophie nietzschéenne suppose que l'humain, libéré de toutes considérations partisanes qui l'affaiblissent et l'empêchent de grandir, peut considérer que la vie elle-même n'est qu'un jeu et que le travail n'est pas à prendre au sérieux. Que dans ces conditions, nous devenons capables d'accepter nos règles, nos conventions et leurs obligations, d'innover, d'être créatif et, surtout, d'y trouver un véritable bien-être. Que jouer permet à un homme de donner le meilleur de lui-même. «*Aucune activité ne réunit à ce point notre intelligence et notre sensibilité : nous respectons les règles avec joie, nous prenons plaisir à élaborer des stratégies ; mais nous sommes aussi plus créatifs et nous improvisons plus vite… Nous avons encore du mal à l'admettre*, poursuit-il, *car une longue tradition philosophique et religieuse dévalorise le ludique, mais les choses changent peu à peu… Mais attention ! Il ne faut pas que cela devienne un simple instrument au service de la performance*[4]».

Cette idée de remplacer le travail par le jeu est soutenue par Bob Black l'auteur de *Travailler, moi ? Jamais !* Il aspire à une révolution ludique, où le bannissement du travail ferait place à la liberté de jouer, de s'engager collectivement dans une «*allégresse généralisée*». Il rejette le plein emploi, s'oppose à sa servilité, à la surveillance, à cette exploitation grossière qui cherche à prendre l'aspect du loisir, à cette société où les contraintes imposées par le pouvoir veulent se faire passer pour la vie normale. Pour lui, le jeu, toujours volontaire, libre de toute contrainte et surtout de celle de gagner sa vie, est l'inverse du travail. Il cite Edward G. Robinson qui s'écrie, dans un de ses films : «*Le travail, c'est pour les débiles !* » et Raoul Vaneigem : «*le travail est encore ce que les gens ont inventé de mieux pour ne rien faire de leur vie*[5]». Il cite aussi Marshall Sahlins qui, dans *Âge de pierre, âge d'abondance*, remarque que le travail des chasseurs-cueilleurs est difficile à distinguer de ce que nous considérons comme relevant du jeu. Il explique qu'une grande partie du travail est aujourd'hui inutile, et même nuisible pour la santé mentale et physique. Qu'une réduction drastique en est devenue indispensable, et que le reste doit être transformé en un éventail varié d'activités ludiques. «*La création doit devenir récréation*[6]». Pour lui, la révolution qui pourrait se mettre en marche, compte tenu des conditions abondancistes actuelles, reléguerait la Renaissance à un fait divers !

En postface de ce livre, petit par la taille mais non par le contenu, figure un texte de l'essayiste français Julius Van Daal dans laquelle figurent des réflexions tout à fait en adéquation avec celles qu'on peut trouver dans les colonnes de la *GR*. En voici quelques unes :

• La création de richesses serait l'œuvre de groupes affinitaires de toutes dimensions, régis par les principes, simples ou raffinés, de l'association hétérogène, et constitués en réseaux planétaires transcendant à leur gré les barrières linguistiques et ethniques.

• Dans un monde sans argent (capitaliste) et sans propriété, tant privée qu'étatique, l'activité humaine autonome, tournée vers le jeu et la communauté, devra supplanter l'esclavage salarié.

• Le commerce des produits de l'effort et de l'imagination serait aussi intolérable qu'impraticable.

• Le passage de l'automation à la robotisation des activités productrices annonce la robotisation des humains eux-mêmes, réduits aux rôles peu enviables de rouages ou de déchets, et livrés à l'entière merci de l'État et de l'Entreprise.

• La multiplication des prothèses électroniques (téléphones et ordinateurs portables… implants cérébraux, bientôt) vise en premier lieu à stimuler les échanges marchands mais aussi à accroître la dépendance de «la ressource humaine» au système. D'abord vantées comme une profusion plus ou moins libertaire de réseaux autonomes, l'intrusion de la télématique dans les foyers et l'overdose de télécommunication jouent surtout de l'iconolâtrie moderne et du décervelage généralisé pour mettre tout ce qui vit à portée de l'œil du maître et sous la surveillance ubiquiste de tous les pouvoirs.

• Toutes les techniques dont l'application et le développement découlent de la primauté de l'argent sur la vie, ou du maintien de l'ordre capitaliste, tomberaient en désuétude, ouvrant ainsi des horizons nouveaux à la science, forcément plus salutaire au vivant dès lors qu'elle cesserait d'être inféodée à la volonté de puissance des gouvernants ou à l'ineffable voracité des marchés financiers.

• L'invention d'une vie non mutilée, mais outillée, n'entraînerait nul recul des connaissances mais une très fertile diversification des savoirs, issue spontanément de l'activité humaine, dès lors qu'elle s'émanciperait du salariat. À considérer l'étendue des dégâts, la complexité et la dangerosité des équipements indésirables, le grand démantèlement lui-même requiert connaissances et créativité… La caducité des spécialisations élargirait les idées et débriderait les imaginations. Et cependant la sagacité des inventeurs serait d'autant plus à l'honneur qu'ils ne chercheraient qu'à favoriser le plaisir de tous, dans un respect de la nature toujours mieux documenté par la soif de connaître. D'une production à petite échelle, raisonnée et passionnée à la fois, naîtraient de nouveaux modes de diffusion et d'usage des richesses, émancipés de l'abstraction monétaire et fondés sur le don, le contact direct. CQFD.

François CHATEL

Références

1. Zichermann et Cunningham,*Gamification by design*, éd. O'Reilly Media, 2011.
2. Jane McGonigal, *Reality Is Broken: Why Games Make Us Better and How They Can Change the World*, éd. Penguin Books, 2011.
3. Friedrich Nietzsche, *Par delà le bien et le mal*.
4. Philippe Nassif, *La lutte initiale*, éd. Denoël.
5. Raoul Vaneigem, *Nous qui désirons sans fin*, éd. Gallimard.
6. Bob Black, *Travailler, moi? Jamais !*, éd. l'insomniaque.

Faut-il s'inquiéter des bulles spéculatives ?

La financiarisation de l'économie et la concentration des fortunes entre quelques mains gangrène toutes nos sociétés, et nous sommes nombreux à penser qu'il s'agit d'une conséquence inéluctable du capitalisme. L'éradiquer serait alors un préalable absolu avant de promouvoir une nouvelle société plus égalitaire, moins concurrentielle, plus soucieuse du respect de la nature. Et tout effort de transition ne ferait que le renforcer.

Mais force est de constater que toutes les tentatives pour l'éliminer se sont soldées par des échecs. Le communisme s'est effondré, le socialisme de gouvernement, resté au pouvoir en France pendant quelques mandats présidentiels ne s'est pas illustré par des résultats brillants.

On peut toujours crier «*haro sur le capitalisme*», il ne s'en porte que mieux. Et plus on hurle fort, plus les libéraux se réjouissent en expliquant au bon peuple tout ce qu'il perdrait avec sa disparition. Car comme le disait si bien Mme Tatcher «*Il n'y a pas d'autre alternative*» (TINA en anglais). Le nombre est facile à convaincre, surtout quand les médias et la publicité s'en mêlent, et comme nous sommes en démocratie, le capitalisme triomphe à tous les coups.

Beaucoup de lecteurs me reprocheront donc de m'installer dans la continuité du système, mais j'ai pris le parti d'en chercher autant que possible les incohérences et de les dénoncer, moyen le plus efficace à mes yeux pour le déstabiliser. Mais par quoi le remplacer ? L'économie distributive est une conception séduisante mais qui exige bien des transformations du corps social. Comment y parvenir ? Bien sûr en diffusant au maximum *La Grande Relève*, mais il faudra du temps…

Alors que faire en attendant ? Écouter les économistes ? Certes, mais lesquels ? Pour les zélateurs du capitalisme il suffirait de libérer l'entreprise privée de la pression bureaucratique et de la toute puissance d'un État qualifié de "Providence". Le marché régulerait tout si on lui évitait les contraintes. Et s'il y a des riches et des pauvres, c'est tout simplement que le monde se partage naturellement entre "entrepreneurs courageux", trop rares car trop contraints, et "profiteurs paresseux" qui attendent tout de l'État Providence. Certes, on admet qu'il puisse y avoir aussi des chanceux et des malchanceux. On accepterait bien d'aider un peu ces derniers, mais avec des limites, en n'oubliant pas le vieil adage «*aide-toi le ciel t'aidera*».

À l'inverse, les économistes "atterrés" et autres insoumis, plus ou moins disciples de Keynes, préconisent des mesures simples : augmenter les salaires, réduire le temps de travail, rechercher la création d'emplois, et pour les plus convaincus : interdire les licenciements et surtout prélever des impôts sur les plus riches pour les redistribuer, développer les services publics, et même nationaliser certaines entreprises en commençant par les plus stratégiques. C'est tentant mais on n'y parvient qu'assez peu, tant notre monde est complexe et que fabriquer du bonheur est une tâche qui relève de Sisyphe.

Ces deux visions caricaturales oscillent à l'intérieur de notre économie française depuis des décennies, successivement défendues par les gouvernements de droite et de gauche, mais sans rien changer au fond.

Le seul point sur lequel ils s'accordent est l'impossibilité pour l'État de faire des économies, et donc la nécessité d'accepter l'augmentation constante de la dette publique. Tout en affirmant, aussi bien à droite qu'à gauche qu'il fallait tout faire pour l'éradiquer. Alors on réforme, qu'on soit de droite ou de gauche, car c'est un mot magique dans lequel on met tout et n'importe quoi. En invoquant la "croissance", réputée apporter des emplois, priorité pour tout le monde.

Il n'échappera à personne que la France ronronne comme cela depuis des décennies sans parvenir à sortir de ces pratiques.

Pendant ce temps là, les inégalités s'accroissent, notre environnement se dégrade et nous bradons sans complexe nos richesses productives : nos autoroutes, nos aéroports, nos industries, nos terres agricoles. On se félicite sans complexe, tant à gauche qu'à droite des investissements étrangers massifs. Mais ils engendrent des profits qui partent en partie ailleurs, aux dépens d'un déséquilibre croissant de notre balance commerciale. Et l'autre partie reste en France mais entre les mains d'un petit nombre de plus en plus richissime.

Que font les plus aisés de leur richesse ?

Selon la thèse "macronienne", les revenus des plus riches seraient en grande partie réinvestis dans des activités nouvelles, produisant ainsi des emplois et donc des richesses. Il conviendrait donc de drainer au maximum la monnaie vers ces catégories d'investisseurs. D'où les cadeaux fiscaux qui ont marqué ce début de quinquennat.

Comme cette thèse semble assez peu démentie, il m'a semblé intéressant de me poser la question qui fâche : «*que font vraiment les plus aisés de leur richesse ?*»
Incapable de développer des théories économiques complexes, je ne puis que repartir des évidences les plus simples. Je m'appuierai pour cela sur une formule bien connue qui traîne depuis longtemps dans tous les manuels. Elle paraît pleine de bon sens et personne ne la conteste.
En termes littéraux cette formule s'exprime ainsi : Le produit de la masse monétaire par la vitesse de circulation de la monnaie est égal à la somme du montant de toutes les transactions de biens, somme sensiblement égale au PIB.
Plus brièvement on écrit : **MV= (somme de B_i x P_i)**.
Dans cette formule, **M** est la masse monétaire, qu'il s'agisse des billets de banque en circulation, des comptes en banque et de tous les effets monétaires plus ou moins complexes qui fleurissent dans nos économies ; **V** est la vitesse de circulation de la monnaie, soit le nombre de fois où cette masse monétaire est échangée par unité de temps ; B_i est la quantité du bien "i" échangé contre de la monnaie., ce peut être des kilos de pommes de terre, un nombre de voitures, des heures de femme de ménage, etc ; P_i est leur prix unitaire.
Cette identité n'a d'autre intérêt que de lier entre elles certaines données de l'économie de marché afin d'estimer comment elles évoluent les unes par rapport aux autres. Si l'une change de valeur, au moins une des trois autres doit aussi changer.
À noter qu'elle fonctionne aussi très bien en économie distributive. La vitesse de circulation monétaire est dans ce cas égale à un, puisque la monnaie disparaît au premier échange. La masse monétaire est alors strictement égale à la somme des valeurs monétaires des biens consommés, tant par les producteurs que par les consommateurs.
La masse monétaire peut rester à peu près stable, ce qui fut le cas à l'époque de l'étalon-or. Même si le stock d'or en circulation augmentait, c'était à un rythme modéré. Ce n'est plus le cas depuis que la création monétaire est entre les mains, d'abord des banques centrales et maintenant des banques. En Europe, seules les banques privées ont la possibilité d'ouvrir des crédits, ce qui est devenu la pratique la plus courante pour produire de la monnaie.
Alors quelles conséquences peut-on en tirer ? Si la consommation de biens augmente peu et que la vitesse de circulation de la monnaie est stable, on devrait, pour respecter notre égalité, observer une augmentation de prix donc une phase d'inflation. Ce qui, à la surprise de beaucoup d'économistes, n'est pas le cas pour le moment. Contrairement aux époques où l'État faisait fonctionner la "planche à billet" pour résorber ses déficits, et où l'on vivait alors sous un régime inflationniste à deux chiffres. Or il semble depuis quelques années que l'augmentation des crédits bancaires ne relance que très peu l'inflation. Pour respecter l'égalité ci-dessus, il faudrait donc que la vitesse de circulation de la monnaie diminue. Est-ce le cas ?
C'est un indicateur rarement mis en avant, pour la bonne raison qu'il est à peu près impossible à mesurer, sauf comme rapport entre le PIB et la masse monétaire, ce qui n'apporte pas grand'chose par rapport à ces deux indicateurs. On peut cependant imaginer ce qui peut modifier cette vitesse.
Le premier facteur est le ralentissement de la demande due par exemple à une inquiétude de l'avenir. Les consommateurs épargnent alors davantage, et la thésaurisation monétaire entraîne aussitôt un ralentissement de la circulation de la monnaie.
Mais la thésaurisation ne se fait presque plus par l'accumulation de pièces d'or, comme ce fut le cas de la cassette d'Harpagon. Ce sont les banques qui enregistrent une augmentation des dépôts qui devrait leur permettre de réduire d'autant leurs besoins de création monétaire. D'ou une stabilisation du système. Or il semble que cela ne se produise que très peu. Comme si une partie de la masse monétaire continuait à tourner dans un vaste système spéculatif sans créer de nouvelles richesses. Toute cette effervescence sur le marché entraînerait des rotations de monnaie qui ne servent à personne et ralentissent la vitesse réelle et productive de la circulation monétaire.

La perversité du marché spéculatif

Je fais ici l'hypothèse que les échanges entre les biens et la monnaie sont de deux natures différentes. Soit les biens échangés existent déjà et passent simplement d'une main dans une autre, soit ils sont nouveaux et correspondent à une réelle création de richesses.
Dans le premier cas il s'agit d'un échange purement spéculatif, et dans le second d'un processus de valorisation économique. Seuls les seconds sont nécessaires et utiles (plus ou moins d'ailleurs mais c'est un autre débat). Les premiers sont inutiles car ils n'engendrent aucune production de richesses nouvelles. Ils constituent des bulles spéculatives, généralement possédées par les seuls épargnants, et surtout les plus riches qui ne peuvent consommer tout ce qu'ils gagnent.
Ces bulles spéculatives sont nombreuses. La bourse tout d'abord ; officiellement, elle permet aux industriels de financer leurs investissements en appelant l'argent des épargnants. Les actions représentent alors une reconnaissance de dette rémunérée par des dividendes. Ce rôle positif des marchés boursiers est en fait très limité, car la bourse sert essentiellement à des transactions sur des actions existantes. Les sommes levées auprès des épargnants, sous forme d'introduction en bourse ou d'augmentation de capital sont très minimes par rapport aux sommes échangées (de l'ordre de 1%). L'échange des actions sur le marché est donc un jeu à somme nulle, où la valeur des actions reflète en principe les dividendes que l'on ● ● ●

peut en attendre. Comme il s'agit d'anticipation, ce sont les mieux informés qui gagnent et en général les plus riches. Les organismes de conseil utilisent des algorithmes de plus en plus sophistiqués mobilisant des sommes importantes sans aucune production de richesses. La part de la masse monétaire consacrée à ces échanges passe donc d'une main dans une autre, sans rien produire. Tout se passe comme si elle était thésaurisée, non pas dans une seule main, comme la cassette d'Harpagon, mais entre les mains des spéculateurs. La vitesse de circulation réelle de la monnaie est donc ralentie d'autant, ce qui pourrait expliquer que la création monétaire des banques ne se reflète ni dans l'offre de biens supplémentaires, ni dans l'inflation. En fait elle se concentre dans des bulles spéculatives sans produire d'autre effet que de ralentir la vitesse de circulation monétaire utile.

Le marché boursier est donc par essence spéculatif, mais ce n'est pas le seul, le marché immobilier est aussi un marché de bulle, quand les échanges s'opèrent sur des immeubles existants, dont la valeur ne cesse d'augmenter. Là encore c'est la réduction de la vitesse réelle de circulation monétaire productive qui en a absorbé l'essentiel.

C'est le cas aussi du marché des œuvres d'art et ce n'est pas un hasard s'il est entretenu par des fondations crées par des richissimes capitaines d'industries, Vuitton, Pinault, Arnault, et quelques autres, qui soignent avec application la cote des artistes dont ils possèdent des oeuvres. On assiste alors à des valeurs de transaction qui atteignent des sommets, sans aucun rapport avec leur valeur initiale. Ceci avec la complicité de la publicité et des supports médiatiques, souvent d'ailleurs entre les mêmes mains.

Les incohérences du programme Macron

Si ces considérations sont pertinentes et que le ralentissement de la vitesse réelle de circulation de la monnaie est bien la conséquence de la multiplication des bulles spéculatives, ce processus explique en partie la croissance des inégalités de patrimoine, dont les bulles spéculatives font partie. Mais si ce dévoiement des créations monétaires est important, comme j'ai tendance à le croire, il remet en cause le parti pris par le gouvernement d'Emmanuel Macron : celui d'exonérer les plus hauts revenus d'une partie de leur charge fiscale. Exonération justifiée dans le programme gouvernemental par l'hypothèse que ce sont les hauts revenus qui épargnent, et que cette épargne, transformée en investissements est créatrice d'emplois.

A contrario, si comme je le pense elle s'investit dans des bulles spéculatives de toute nature, l'investissement productif n'y trouve nullement son compte.

Si donc ces hypothèses sont confirmées, cette politique n'aura pas les effets prévus. Au contraire la ponction sur les revenus des classes moyennes réduira la demande et diminuera encore les échanges créateurs de richesses. Dans le système politique dans lequel nous vivons il y a donc une incohérence entre les objectifs annoncés et les mesures déclarées nécessaires pour les atteindre.

Entendons-nous bien, je ne cautionne pas une politique libérale orientée sur la croissance ou la course aux emplois. Nous avons suffisamment insisté dans la Grande Relève sur la nécessité d'une autre politique, fondée sur la sobriété, le partage des richesses et la coopération. Mais comme le gouvernement (comme la majorité de ses électeurs) choisit de rester dans un modèle productiviste, il devrait s'attacher à la cohérence de ses décisions, et ne pas mettre en place des dispositions qui vont, comme je le suppose, à l'encontre de ses propres objectifs.

L'accroissement des inégalités : un danger pour l'humanité

Car le mécanisme spéculatif est en marche, et il est sans limite. Il se traduit par une concentration de la richesse entre un nombre de mains de plus en plus réduit. Les économistes classiques s'en accommodent, puisque qu'elle s'accompagne souvent d'une augmentation des revenus et des patrimoines de tous, malheureusement très faible pour les moins favorisés.

Même en faisant abstraction des conséquences de cette expansion incontrôlée de la fortune de quelques-uns, toujours acquise au détriment de notre patrimoine commun, cette situation de plus en plus inégalitaire comporte d'infinis dangers. Un indice parmi d'autres : la concentration est telle que l'on peut résumer en quelques lettres les principaux nantis : les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazone, Microsoft). Or ces entités sont multinationales. Leur puissance économique leur permet d'échapper à tous les pouvoirs traditionnels, ceux des nations comme des instances internationales de plus en plus impuissantes. Associées à la domination que leur confère la maîtrise d'une infinité de données personnelles, elles sont devenues d'inquiétants contre-pouvoirs que rien ne semble pouvoir discipliner.

On en arrive à une société ou l'essentiel des richesses, ou du moins celles qui conditionnent toutes les autres sont des données immatérielles. Et ceux qui les contrôlent sont de moins en moins nombreux, échappent à toutes contraintes, et n'obéissent à aucun pouvoir.

Et cette situation est en grande partie due à la concentration des effets monétaires dans des bulles spéculatives au profit de quelques immenses fortunes. Il serait encore temps de juguler cette concentration si les pouvoirs nationaux acceptaient de se concerter pour organiser la défense des peuples. Malheureusement chacun s'installe dans des postures sans lendemain appuyées sur des formules périmées comme la croissance du PIB ou la quête effrénée des emplois.

Michel BERGER

J'ai tardé à renouveler mon abonnement car je suis déçue par ce que je trouve dans la GR. Certes, le contenu est intéressant car il contient des infos et des prises de position par rapport au système capitaliste que l'on ne trouve pas ailleurs. Mais je ne me souviens pas avoir trouvé un appel à manifester, à pétitionner, à prendre position pour tel ou tel candidat. Et c'est bien dommage ! Car les paroles, les écrits, c'est bien, mais l'engagement et la présence physique pourraient aussi être plus efficaces s'il y avait plus de monde dans la rue! Y étiez-vous jeudi 15 avec les retraités? Y serez-vous jeudi 22 mars avec les fonctionnaires, cheminots et autres ?

Mon père, lui, Paul Béné, l'avait bien compris ! Il manifestait et distribuait des tracts dans les manifs. Et les gens allaient vers lui car il avait des pancartes ! Il me semble vous avoir proposé à plusieurs reprises de préciser un R-V des distributistes pour les manifs ou d'un stand le long du parcours. Or il n'y a jamais personne qui s'affiche avec la GR ! Vous êtes invisibles et c'est pour ça que vos idées restent inconnues car il y a très peu de gens qui peuvent vous suivre.

Je renouvelle mon abonnement et vous remercie de m'avoir envoyé les premiers numéros de 2018 mais je ne suis pas sûre de me réabonner en 2019.

P.S., Romainville.

Réponse :

D'abord merci pour votre franchise. Nos fidèles lecteurs gardent sûrement le souvenir de votre père dont la *GR* vantait les efforts publics, elle a même publié sa photo brandissanr sa pancarte dans une manif.

La *GR* est un mensuel de réflexion. Mensuel signifie qu'entre le moment où les textes sont prêts pour commencer la mise en pages et celui où les abonnés reçoivent le journal, il se passe plus de trois semaines. Il est donc, de toute façon, difficile de s'en servir pour fixer un point de réunion lors d'une manif dont la date est rarement décidée si longtemps d'avance.

D'autre part, la GR n'est pas l'organe d'un parti politique ou d'un syndicat. Les bénévoles qui font ce journal ont d'abord pour objectif d'inciter ses lecteurs à réfléchir, voire de les y aider en soulignant certains faits, ou des chiffres, que grands médias et syndicats ne diffusent guère.

Pour les "distributistes", ces constats sont évidemment l'occasion de montrer que l'économie de partage apporterait la solution à la plupart des problèmes actuels.

Néanmoins, notre conviction, et vous avez peut-être raison de nous le reprocher, est de considérer que les gens sont libres de leurs opinions, que c'est à eux de juger, que c'est à eux-mêmes de décider de leurs propres actions, de défiler avec pancartes, de manifester, de discuter en toute occasion.

Voila pourquoi, en général, nous nous contentons d'inciter nos lecteurs à susciter de nouveaux abonnements.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

J. Morilhat 27 – K. Chédorge 20 - A et R. Anis 7 – G. Houdart 44 – F. Villedary 22 - S. Maloberti 7. Total 127€.
Dans notre N° 1193, manquait la ligne : Labesse 100 - Commenge 17 - Richard 27 - Poquet 27 - Chauvin 7.

Merci à tous !

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste.* . . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .26 euros.
TOM . . . . 29 euros.
International, *suivant les zones redéfinies par la Poste au premier janvier 2014*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . .29 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .30 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .31 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....

ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire en majuscules bien lisibles)* :

M. Mme, ou Melle, prénom, nom : .....

immeuble (éventuellement) : .....

N° et voie : .....

code postal et commune : ..... *pays*.....

• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....

POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....

DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont alors deux flux permanents qui s'équilibrent. Ce sont les citoyens qui en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

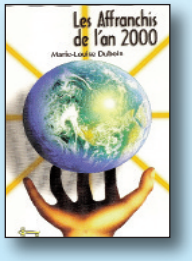
• ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3€).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés, et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

• ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4€).



• ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

• ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (édition du Sextant, 240 pages, 13€).

• D'anciens numéros, et un résumé (4 pages, format A4) de nos propositions, sont disponibles (1 euro)

• *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

Tous les prix indiqués incluent les frais d'envoi.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)